



Après une récession profonde, retour hésitant vers la croissance

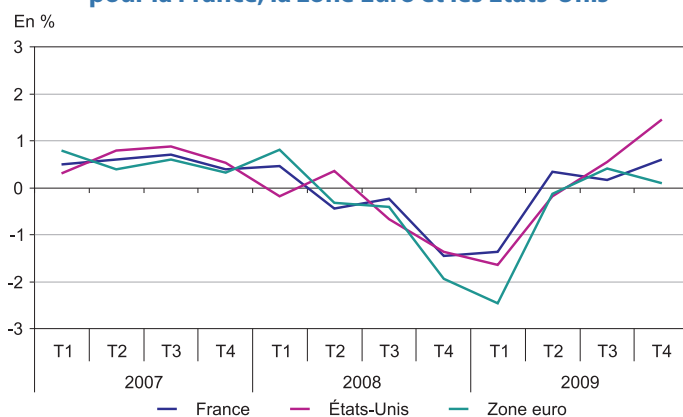
Après avoir traversé une chute de l'activité d'une ampleur exceptionnelle fin 2008 et début 2009, l'économie française reprend son souffle et connaît un timide rebond sur le second semestre 2009. La consommation des ménages a résisté, soutenue par une hausse des transferts sociaux et des aides publiques, à l'instar de la prime à la casse. La crise laisse toutefois des marques : sur l'année 2009, la production de biens et services s'inscrit en retrait de plus de 10% par rapport au niveau de 2008, tandis que la hausse du chômage s'est poursuivie tout au long de l'année.

Sur l'année 2009, toutes les économies avancées ont enregistré une récession, dont la sévérité a pu être contrastée : limitée à 2,2% en France et à 2,4% aux États-Unis, la baisse d'activité a atteint 3,6% en Espagne et environ 5% en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni et au Japon.

D'une crise immobilière à une crise économique mondiale

La crise économique mondiale trouve ses sources dans l'effondrement des « subprimes » et du marché immobilier américain entre 2006 et 2007. Portés par un élan spéculatif sur la valeur des biens immobiliers et des taux d'intérêt en baisse, les établissements de crédits américains ont multiplié jusqu'en 2006 les offres de prêt hypothécaire pour des ménages à faible solvabilité, pariant sur la hausse du marché pour asseoir le remboursement des dettes contractées. À partir de la mi-2006, un mouvement de baisse des prix de l'immobilier, couplé à une hausse des taux d'intérêt, a démultiplié les défauts de paiement des ménages américains.

Taux de croissance trimestriel du PIB pour la France, la zone Euro et les États-Unis



Source : OCDE, Insee - Comptes nationaux trimestriels - Données CJO-CVS

Par le biais du mécanisme de titrisation des crédits immobiliers, qui consiste à revendre les créances sur les marchés financiers, l'ensemble du système financier américain s'est retrouvé menacé. La faillite de la banque Lehman Brothers fut un révélateur de l'ampleur des créances douteuses présentes dans les comptes des établissements financiers. La crise immobilière et bancaire s'est transformée en crise financière : tétanisée par la crainte de prendre des participations dans des actifs douteux, les banques ont cessé de se prêter entre elles, engendrant une sévère dégradation des conditions de financement pour les entreprises et les ménages.

L'année 2008 aura vu la crise contaminer progressivement l'ensemble de l'économie réelle, depuis les secteurs industriels jusqu'aux activités de services, sous la forme d'un ralentissement de l'investissement et de la consommation. Après un 2^e et un 3^e trimestres de contraction modérée (-0,4% et -0,2%), la France fait face à un effondrement de l'activité économique : -1,5% au 4^e trimestre 2008 et -1,4% au 1^{er} trimestre 2009. L'hexagone est toutefois moins exposé que ses voisins, comme l'Allemagne, l'Angleterre ou l'Espagne. Sur l'ensemble de la zone euro, la chute du PIB atteint respectivement -1,9% et -2,5% au 4^e trimestre 2008 et 1^{er} trimestre 2009.

Mise en œuvre de plans de relance

La crise économique a suscité un élan interventionniste dans l'ensemble des économies avancées. La régulation par les puissances publiques s'est tout d'abord traduite par une injection massive de liquidités des banques centrales et une baisse des taux pour permettre aux marchés interbancaires puis aux marchés financiers de se normaliser. Ont ensuite été mis en œuvre les plans de relance des gouvernements, en vue de redynamiser la consommation et l'investissement. Le déploiement de ces programmes, dont les traductions nationales ont été diverses (allègements fiscaux, investissements publics, transferts sociaux, primes à la consommation...), n'a certes pas permis d'éviter une sévère récession, mais semble accompagner la reprise progressive de l'activité. En découle toutefois

une aggravation de la dette publique nette qui atteint 70,7% du PIB, un niveau bien éloigné du seuil de 60% du PIB fixé par les critères de Maastricht.

***T*imide rebond de l'activité**

L'économie mondiale a repris peu à peu son souffle au 2^e trimestre 2009, portée par l'action des banques centrales, les plans de relance et par le rebond de la demande des pays émergents. Le commerce international se stabilise et vient soutenir l'activité des pays dont la production est étroitement liée aux exportations, comme l'Allemagne et le Japon. Ainsi, l'activité des économies avancées, après s'être stabilisée au 2^e trimestre 2009 (+0,1%), a rebondi au 3^e (+0,3%) puis a accéléré au 4^e (+0,8%). La France a suivi cette trajectoire, avec des hausses du PIB respectivement de +0,3%, +0,2% et +0,6%. Cette reprise de l'activité a cependant été d'une ampleur limitée par rapport au plongeon enregistré au tournant de 2009.

***R*ecul prolongé de l'investissement**

Sur l'ensemble de l'année 2009, l'investissement des établissements non financiers a chuté, en France, de 7,7% par rapport à 2008. Cette chute a principalement touché l'investissement en produits manufacturés (-13,3%); l'investissement en construction a reculé de 4,8% et les autres investissements de 2,1%. Le taux d'investissement (rapport de la formation brute de capital fixe sur la valeur ajoutée) a enregistré en parallèle une baisse continue : il s'établit à 18,3% fin 2009 après 19,4% fin 2008. Le recul de l'investissement a été très prononcé en début d'année (-3,2% au 1^{er} trimestre) et semble depuis s'estomper (-0,8% au 4^e trimestre).

***U*ne baisse exceptionnelle de la production de biens et services**

En 2009, la production de l'ensemble des biens et services a enregistré une baisse exceptionnelle de 3,1% que n'a pu effacer la légère reprise observée dans le courant du 2nd semestre.

La baisse de la production découle principalement de la contraction de la production manufacturière, estimée à 10,5% sur l'année 2009. La reprise observée sur les 3^e et 4^e trimestres (respectivement +2,0% et +1,7%) a été loin de compenser la chute vertigineuse enregistrée au tournant de l'hiver 2008/2009. Au total, la production

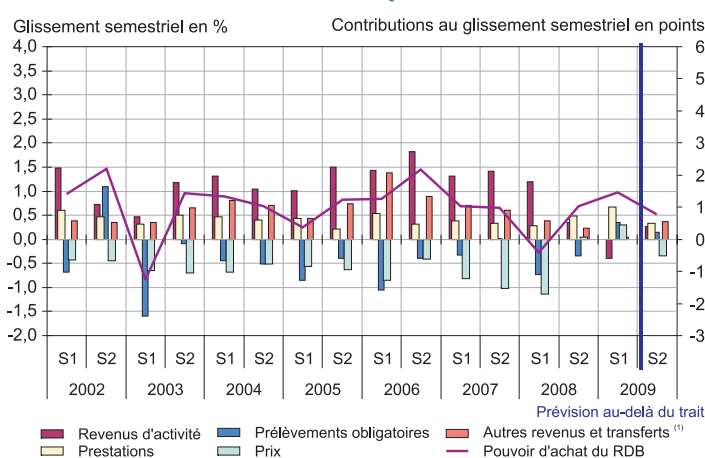
manufacturière est bien en deçà de son niveau d'avant la crise : au 1^{er} trimestre 2010, elle s'inscrit en retrait de 16% par rapport au niveau du 1^{er} trimestre 2007.

La production dans le secteur de la construction continue de se contracter, avec une baisse de -5,3% sur l'année. Ce recul s'est prolongé tout au long du second semestre 2009 (-1,8% au 3^e trimestre et -1,6% au 4^e trimestre). Cette contraction a davantage concerné le bâtiment (-1,9%) que les travaux publics (-0,7%), ces derniers étant en partie soutenus par le plan de relance.

L'activité des services marchands (autres que commerce, activités financières et transport) a au contraire accéléré dans le courant du second semestre 2009 : elle a progressé de +0,6% au 4^e trimestre après +0,3% au 3^e trimestre 2009. La production a été dynamique dans le secteur des services aux entreprises, les activités de conseil et assistance et dans les services opérationnels, témoins d'un redémarrage progressif de l'investissement.

L'activité commerciale s'est redressée au second semestre 2009 (+0,2% puis +1,0% respectivement aux 3^e et 4^e trimestres), après le creux du début d'année. Ce redressement est notamment imputable au dynamisme de la consommation des ménages au 4^e trimestre. En particulier, l'activité dans le commerce de détail et automobile s'est améliorée au second semestre. Elle doit une partie de cette amélioration au commerce automobile, ce dernier ayant bénéficié de l'impulsion de la prime à la casse.

Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants.

Source : Insee

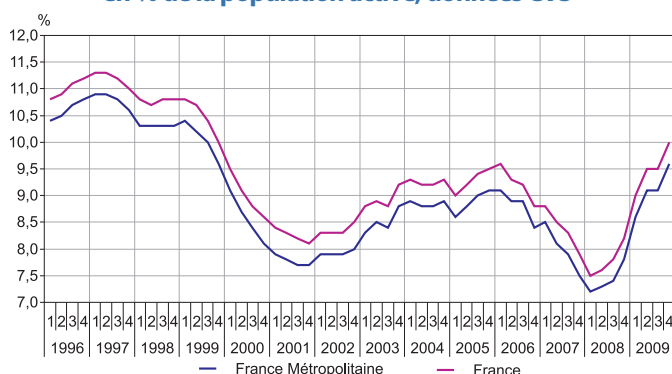
***U*ne consommation qui résiste, des revenus tirés par les transferts sociaux**

Au 4^e trimestre 2009, la consommation des ménages français a fortement augmenté (+0,9%), après avoir stagné pendant les trois premiers trimestres. Parmi les différents mécanismes incitatifs mis en place en France, il faut noter l'impact de la prime à la casse et du bonus-malus : les ménages ont avancé leurs achats d'automobiles, pour tirer pleinement profit de ces dispositifs d'exception avant qu'ils ne deviennent moins généreux.



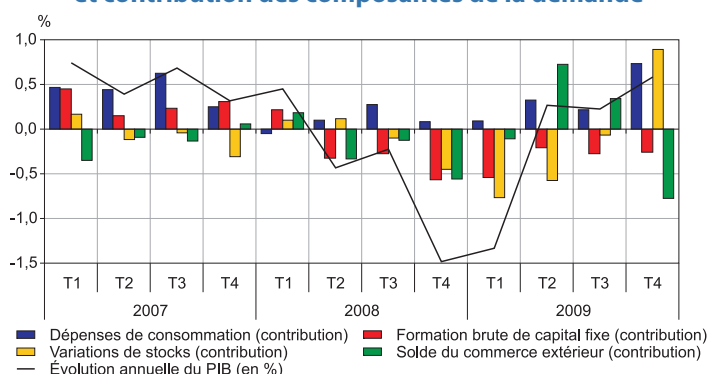
En 2009, le revenu disponible brut (RDB) nominal a fortement décéléré (+2,0% après +3,5% en 2008). Mais ce ralentissement a été plus que compensé par le repli de l'inflation (-0,2% après +2,8% en 2008). De ce fait, le pouvoir d'achat a accéléré nettement en 2009 (+2,2% après +0,7% en 2008). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des évolutions démographiques, a également accéléré en 2009 : il aurait crû de +1%, après avoir été stable en 2008. Ce mouvement s'est en partie appuyé sur la hausse des prestations sociales en espèces (+4,9% après +3,5% en 2008). En particulier, les prestations d'assistance sociale ont fortement augmenté (+12,0% après -3,4% en 2008). Les ménages ont en effet perçu au 1^{er} semestre 2009 deux primes exceptionnelles dans le cadre du plan de relance : la prime de solidarité active et la prime de 150€ aux bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire. La mise en place du revenu de solidarité active a également contribué à cette progression. Enfin, les prestations de Sécurité sociale ont accéléré en 2009 (+4,7% après +4,2% en 2008) : les allocations chômage ont fortement augmenté, en raison de la dégradation du marché du travail.

Taux de chômage trimestriel au sens du BIT Moyennes trimestrielles en % de la population active, données CVS



France : France métropolitaine + Dom.
Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, enquête Emploi - Données CJO-CVS

Taux de croissance annuel du PIB et contribution des composantes de la demande



Source : Insee - Comptes nationaux - Données CJO-CVS

Si les transferts sociaux ont joué leur fonction « d'amortisseurs conjoncturels », le niveau élevé de la dette des administrations publiques pose la question de la sortie progressive des dispositifs de relance et d'une entrée dans une phase de neutralité budgétaire. La perspective d'une réduction des dépenses publiques, initiée en Angleterre et en Espagne, questionne sur la dynamique ultérieure de la consommation des ménages.

En 2009, le taux de chômage retrouve son niveau de 1999

Les effectifs dans les secteurs marchands baissent depuis le 2^e trimestre 2008. Ainsi, entre le 2^e trimestre 2008 et la fin 2009, près de 600 000 postes ont été détruits sur le marché du travail français. Au second semestre 2009, l'emploi marchand a toutefois baissé moins fortement qu'au premier (-0,6% après -1,6%).

La perte des emplois a été particulièrement prononcée dans l'industrie : 173 000 emplois ont été détruits dans ce secteur en 2009, soit deux fois plus qu'en 2008. L'impact de la crise sur l'emploi industriel est encore plus important si l'on tient compte de la baisse de l'emploi dans l'intérim : le nombre d'intérimaires en mission dans l'industrie a en effet baissé de moitié entre le 2^e trimestre 2008 et le 1^{er} trimestre 2009, avec près de 150 000 postes détruits sur un an. Depuis le 2^e trimestre 2009, l'intérim dans l'industrie est toutefois reparti à la hausse (+3,9% au 2^e trimestre et +7,7% au 3^e trimestre).

Amorcée en 2008, la hausse du chômage s'est poursuivie en 2009 : en un an, la hausse atteint 1,8 point (+525 000 personnes), pour atteindre 9,6% des actifs de France métropolitaine, soit plus de 2,7 millions de personnes sans emploi. Le taux de chômage remonte ainsi à son niveau de 1999.

Arnaud DEGORRE
Insee Nord-Pas-de-Calais

Pour en savoir plus :

- 📖 Une demande sans tons en Europe - Insee, Note de conjoncture, Mars 2010
- 📖 Comptes nationaux trimestriels - Quatrième trimestre 2009 (résultats détaillés) - Informations Rapides n°85, 30 mars 2010
- @ <http://www.insee.fr>, « Thèmes », rubrique conjoncture